L'option big-bag pour protéger les habitations en danger

L'érosion observée sur la plage de Pineto-Lucciana a motivé le préfet de la Haute-Corse et les élus concernés à classer ce dossier « urgent ». Des mesures provisoires sont attendues dans de brefs délais. Des études suivront pour déterminer quelles sont les solutions pérennes

Erosion du littoral à Lucciana : des habitations sont directement menacées par l'avancée de la plage. RAPHAEL POLETTI

« L'urgence consiste d'abord à protéger les maisons immédiatement menacées et cela va se mettre en place très vite », a assuré le préfet. RAPHAEL POLETTI

Sur la plage de Pineto-Lucciana, l'érosion du littoral nourrit l'inquiétude des riverains. Il y a quelques jours, ils ont souhaité alerter les autorités sur les dégâts subis et le risque imminent de voir leur maison emportée par les flots. Des bâtisses construites en un temps où la montée des eaux n'était pas encore un sujet d'actualité. Mais depuis près de trois ans, la situation a évolué jusqu'au point critique observé le 6 décembre dernier. *« Nous avons peur de ce qui pourrait arriver lors des prochaines tempêtes »*, confiaient alors les membres du collectif qui avaient *« le sentiment d'être livrés à eux-mêmes »*.

Solution provisoire à l'étude

Mais hier, ce dossier classé « urgent » a été ouvert sur le bureau du préfet de la Haute-Corse. François Ravier a en effet organisé une réunion entre les riverains, les services de la direction départementale des Territoires et de la Mer, le président de la communauté de communes de Marana-Golo et le maire de Lucciana. Une entrevue durant laquelle la situation a été détaillée avec les différents acteurs et où la nécessité d'agir s'est imposée. Une méthode opérationnelle en deux temps a été validée. *« L'urgence consiste d'abord à protéger les maisons immédiatement menacées et cela va se mettre en place très vite »*, a assuré le préfet *« ensuite, il s'agira de travailler pour vérifier s'il existe des solutions pérennes pour préserver ces habitations et quels sont les moyens à mettre en œuvre. »*

La première piste privilégiée serait de protéger provisoirement l'érosion du littoral au moyen de big-bag. Une option qui doit être vérifiée par les experts qui depuis, hier, évaluent le site. *« Il faut s'assurer que ce soit la bonne solution car si ces big-bag remplis de sable restent ouverts et se vident, ils ne protégeront pas »*, indique Jean Dominici, le président de la CC Marana Golo qui s'en remet donc à l'avis des techniciens. Seule certitude : *« Il faut aller vite. »*

Sur place, les services de la DDTM ont aussi pour mission de mesurer les besoins recensés dans le cadre d'une mesure d'urgence et de les chiffrer. Combien de maisons sont-elles concernées ? Combien de rangées de sacs seront-elles nécessaires ? Selon les premières estimations, l'intervention par maison pourrait avoisiner autour des 5 000 euros. Une opération tripartite dont le maître d'ouvrage serait l'intercommunalité qui détient, depuis 2018, la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Mais, en raison de l'urgence, la commune de Lucciana pourrait aussi être associée à l'effort. *« Et l'État apportera son soutien »*, s'est engagé le préfet auprès des riverains. Lundi soir, sur la question des financeurs, les élus semblaient se renvoyer la balle.

Sept maisons en danger

Une fois cette première phase opérée, les services compétents auront pour mission de suivre l'évolution de la plage post-intervention. Ils devront également définir si les piquets et grillages installés il y a trois ans - concomitamment au début du désensablement de ce bout de plage, selon les riverains - ont réellement eu une incidence sur cette érosion. *« Ils ont été posés afin d'éviter que les engins empruntent la plage pour se rendre à l'embouchure du Golo mais il semble qu'ils aient retenu les sédiments et empêcher l'engraissement de la plage »*, souligne Marilu Diler-Begnini qui a consulté plusieurs études et recueillis des avis d'experts. Aujourd'hui, la porte-parole du collectif se dit néanmoins *« soulagée »* et attend les prochaines instructions.

Ces prochains jours, les abords des sept maisons en danger devraient être nettoyés pour permettre l'installation d'une protection provisoire. La suite ? Elle pourra peut-être s'écrire avec le conservatoire du littoral… Une fois l'urgence parée, il s'agira d'évaluer si, à long terme, ces habitations parviendront à rester *« hors de danger »*.

JULIE QUILICI-ORLANDI